Adoption en Guinée Conakry

Constitution du dossier en France : les pièces à fournir

Les candidats à l'adoption doivent en premier lieu contacter un avocat membre du barreau guinéen, étant donné qu'aucun organisme autorisé à l'adoption n'est habilité en Guinée. Cet avocat doit adresser la demande à l'un des trois Tribunaux de Première Instance de Conakry ou auprès d'un Juge de paix. Une enquête est alors ordonnée par la juridiction compétente et un débat en cour de justice est programmé à la suite de la réalisation de cette enquête. Enfin, le Tribunal statue.

Le dossier comportera les documents suivants :

- Une copie de la carte nationale d'identité (CNI) ou du passeport de chacun des adoptants ;
- Une copie de l'agrément délivré par le Conseil Général, accompagnée de la notice ;
- Une copie de l'enquête sociale et du rapport d'enquête psychologique élaboré par l'ASE ;
- Un extrait d'acte de naissance de chacun des adoptants ;
- Un extrait d'acte de mariage le cas échéant ; jugement de divorce, s'il y a lieu.
- Une copie du livret de famille avec jonction systématique de la première page « enfant » si les adoptants n'ont pas d'enfant ; si les adoptants ont plusieurs enfants, la copie de chaque page « enfant » devra être produite.
- Une copie du bulletin de salaire (ou tout autre pièce justificative de la situation économique des adoptants) ;
- Un certificat médical pour chacun des adoptants ;
- Un extrait du casier judiciaire de chacun des adoptants (bulletin n°3) ;
- Deux photos d'identité ;

Tous ces documents doivent être légalisés auprès de la mairie du domicile des adoptants et du Bureau des Légalisations du Ministère des Affaires étrangères.